



Schéma de Gestion des Eaux Pluviales de la commune d'Avilly-Saint-Léonard

Règlement du zonage pluvial

1.1 REGLEMENT DU ZONAGE PLUVIAL

1.1.1 PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUT LE TERRITOIRE DE LA VILLE D'AVILLY-SAINT-LEONARD

D'une manière générale, sur tout le territoire communal, afin de favoriser l'infiltration des eaux pluviales et de limiter la création d'îlots de chaleur, pour tout projet, la mise en œuvre de tous les aménagements nécessaires pour qu'il n'y ait aucun rejet au réseau ou au milieu hydraulique superficiel, par voie de multiplication des techniques alternatives de gestion des eaux pluviales (noues, fossés, reprofilage d'espaces verts, bassins d'infiltrations puits d'infiltrations,...) est demandée.

1.1.2 ZONES OU INFILTRATION EST OBLIGATOIRE AVEC DEROGATION SI INFILTRATION IMPOSSIBLE

Dans les zones où l'infiltration est obligatoire, mais avec une possibilité de dérogation si infiltration impossible (à justifier par des études de sol incluant des tests de perméabilité à la profondeur adaptée), des mesures de compensation sont à appliquer pour toutes extensions / augmentations des imperméabilisations sur les espaces déjà aménagés entraînant une augmentation de la surface imperméabilisée supérieure à 50 m².

Pour ce faire, toute demande de permis de construire devra faire l'objet de mesures compensatoires pour assurer la maîtrise du débit des eaux pluviales et de ruissellement issu des nouvelles imperméabilisations. Des techniques permettant la régulation des eaux pluviales devront être mises en œuvre.

La gestion des eaux pluviales devra être mise en place, sur les secteurs concernés, selon les préconisations suivantes :

▲ **Régulation d'une pluie décennale (10 ans) – débit de fuite de 1 L/s/ha**

1.1.3 ZONES OU L'INFILTRATION EST OBLIGATOIRE

Dans les zones où l'infiltration est obligatoire, des mesures de compensation sont à appliquer pour toutes extensions / augmentations des imperméabilisations sur les espaces déjà aménagés entraînant une augmentation de la surface imperméabilisée supérieure à 150 m².

Pour ce faire, toute demande de permis de construire devra faire l'objet de mesures compensatoires pour assurer la maîtrise du débit des eaux pluviales et de ruissellement issu des nouvelles imperméabilisations. Des techniques permettant la régulation des eaux pluviales devront être mises en œuvre.

La gestion des eaux pluviales devra être mise en place, sur les secteurs concernés, selon les préconisations suivantes :

▲ **Régulation d'une pluie décennale (10 ans) – débit de fuite de 1 L/s/ha**

1.1.4 ZONES AGRICOLES

Sensibilisation des acteurs aux problématiques liées au ruissellement de surface (adaptation de la pratique culturale). Conservation de la végétation existante, maintien des pâtures.

Si des modifications sont envisagées sur un site agricole, une étude de ruissellement spécifique au site doit être réalisée.

Le rejet de tout ou d'une partie des eaux pluviales vers le milieu naturel superficiel peut être autorisé par dérogation, si une étude de gestion des eaux pluviales démontre l'impossibilité de gérer la totalité des

volumes d'eau à la parcelle et notamment l'impossibilité d'infiltrer (coef de perméabilité < 0,36 mm/h).
Le cas échéant, le débit de rejet sera **limité à 3 L/s/ha de surfaces imperméabilisées pour une pluie décennale.**